

Summerside, le 26 mars 1963, et à Charlottetown, le lendemain:

Le parti libéral s'est assigné la tâche de veiller à ce que tous ceux qui veulent travailler et qui sont en état de le faire puissent gagner convenablement leur vie.

Voilà ce qu'il a déclaré. Or, j'ai mis au point, il y a quelques années, en collaboration avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, un programme tendant à créer de l'emploi pour la population indienne du Yukon. Tous les députés admettront, j'en suis sûr, que c'est là un secteur de notre population qui, au lieu de se voir réduit à l'assistance sociale, mérite qu'on crée à son intention des possibilités d'emploi qui lui permettent de garder sa dignité. Le programme mis au point tendait, dirais-je, à couper du bois sur les emprises nécessaires à l'aménagement de nouvelles routes devant favoriser l'exploitation du pays dans les deux territoires.

Or, j'ai reçu du sous-ministre adjoint du Nord canadien, copie d'une lettre en date du 16 août 1963 que j'avais demandée. Cette lettre, qui porte l'en-tête du bureau du sous-ministre, est ainsi conçue:

Juste avant de quitter Ottawa, vous avez demandé certains renseignements au sujet du déblaiement de la route de Watson-Lake à Ross-River au cours de l'hiver de 1963-1964.

Le ministère se propose de procéder au déboisement d'une distance de 24 milles entre le 120<sup>e</sup> et le 144<sup>e</sup> mille. Comme précédemment, le travail s'effectuera sous la surveillance de la direction des Affaires indiennes, et on s'attend de créer ainsi environ 40,000 heures-homme de travail à \$1.60 l'heure, à l'intention des 100 travailleurs dont on aura besoin.

Cette lettre porte la signature de M. Cunningham, sous-ministre adjoint. J'ai été très heureux de la recevoir. Elle annonçait, en effet, que ces gens, qui avaient grand besoin d'emplois, allaient en recevoir. Dès mon retour à Whitehorse, j'ai fait une déclaration qui a paru dans les journaux, et l'association libérale s'est formalisée de ce qu'un député conservateur ait pu accéder à ces renseignements qui sont, cependant, à la portée du public. En tout cas, je crois comprendre que le ministre a fait toute une histoire à son retour, et qu'il a essayé de découvrir qui m'avait donné ce renseignement. Sauf erreur, il en est résulté l'annulation de tout le programme. A mon avis, cette annulation visait simplement à me causer de l'embarras sur le plan politique, et j'estime que c'est là un triste état de choses.

Le gouvernement a alors décidé de poursuivre son programme d'abattage des arbres. L'annonce en a été faite, mais, malheureusement, pas par le ministre, lorsqu'il a fait un séjour au Yukon. Dès son retour, j'ai découvert que

[M. Nielsen.]

le programme avait été révoqué. En annulant ce programme, le ministre enlève de l'emploi à 100 hommes et refuse 40,000 heures-homme de travail à la population du Yukon qui en a cependant grand besoin. Il me semble que l'entreprise envisagée mérite qu'on y réfléchisse.

Je vois le ministre des Transport à son siège et je voudrais lui signaler qu'au cours de la dernière session du Conseil du Yukon, on a demandé que les fonctionnaires de son ministère se rendent au Yukon pour examiner avec le Conseil la question des frais de construction des aéroports. Il est question d'allonger les pistes d'atterrissage de Mayo ou d'y construire un nouvel aéroport. A cause des formidables gisements de minerais concédés à des compagnies au nord de Mayo, il faudra établir des moyens de transport efficaces afin de favoriser la mise en valeur de cette région. Il ne serait pas nécessaire, non plus, de la restreindre à cette région, mais on pourrait couvrir toute la partie centrale du Yukon, parce qu'il pourrait y avoir là de riches ressources et il nous faudrait un meilleur aéroport. Les services du ministre servent toujours au Conseil la même excuse: cela coûte trop cher. On a donc demandé que quelqu'un se rende sur place pour examiner la question avec le Conseil.

Un mot maintenant des bureaux de poste. Cette question de l'embauche est très intéressante. Pendant les deux dernières campagnes électorales, les libéraux ont clamé partout contre le chômage et c'est le problème dont ils se sont le moins préoccupés depuis leur arrivée au pouvoir. Je suis peut-être un peu injuste en disant cela, car il y a eu une certaine augmentation de l'embauche, surtout parmi les membres du parti libéral et, en particulier, au ministère des Postes. Il semble y avoir eu une sorte d'épidémie d'engagements et de renvois, d'un bout à l'autre du pays, au ministère des Postes. Par ce moyen, on semble viser à remplacer par des amis les employés déjà en place qui ne sont pas sympathisants du parti libéral.

C'est avec beaucoup de regret que je constate qu'on vient d'abandonner l'excelente habitude de demander des soumissions pour tout contrat de courrier, comme on le faisait depuis six ans au Yukon. On me dit que maintenant les contrats sont donnés à des personnes choisies par le gouvernement. Il me semble qu'il serait plus juste de demander des soumissions pour tous ces contrats, car ainsi, les citoyens canadiens intéressés pourraient présenter leurs soumissions. En fin de compte, ils sont tous contribuables.